

QUESTION ORALE À M. DAERDEN, MINISTRE DU BUDGET, DES FINANCES ET DE L'ÉQUIPEMENT SUR « LE FINANCEMENT ALTERNATIF DES TRAVAUX ROUTIERS WALLONS »

M. Serge Kubla (MR). – Nous avons tous en tête le débat qui s'est tenu lors de la dernière séance plénière sur l'état des routes de notre Région. Celui-ci est devenu une question politique importante et tous les projecteurs se sont d'ailleurs tournés vers notre réseau routier. Le problème est d'ordre structurel. À entendre les professionnels, il faudrait qu'environ 2 % de la valeur de notre réseau routier soient consacrés à son entretien. Si vous ramenez ce chiffre à l'ensemble du réseau, cela représente environ 75 millions d'euros par an. Nous en sommes loin et le problème est exponentiel. Lors des différentes interpellations sur le sujet, vous avez tout d'abord reconnu que le réseau était en mauvais état et que vous n'aviez pas assez d'argent pour l'entretenir. Ensuite, comme par magie, vous avez fait apparaître le projet de la vignette routière. Malheureusement, il s'est finalement avéré que celle-ci ne rapporterait pas assez pour l'entretien. M. Antoine en réclame par ailleurs un quart des bénéfices. Il ne vous resterait donc que 15 à 20 millions d'euros par an. La vignette ne suffira donc pas. Les pistes restent toutefois multiples et vous avez évoqué la possibilité de faire appel à la SOFICO. Personnellement, tout comme M. Wesphael, il me paraît difficile, intellectuellement et techniquement, compte tenu du carcan dans lequel vous avez enfermé la SOFICO, de faire appel à celle-ci pour l'entretien de notre réseau. En effet, des balises claires ont été posées dès la création de la SOFICO : celle-ci ne doit servir qu'au réseau routier européen. Vous parlez à présent d'un one shot d'exception. Je m'interroge sur la manière dont vous allez procéder pour étendre ainsi les missions de la SOFICO. Comment allez-vous « torturer » les statuts de cette société pour qu'elle accomplisse ces nouvelles missions ? Je m'interroge aussi sur le bien-fondé de cette débudgétisation consacrée à l'entretien. Est-ce bien sain ? Nous l'avons déjà fait pour des grands projets comme les hôpitaux ou les grandes infrastructures sportives. Tout cela représente de l'argent que nous devons bien finir par rembourser un jour ou

l'autre. À ce sujet, il serait bon que vous nous dressiez un tableau un jour, en tant que Ministre du Budget, de toutes les différentes infrastructures comparables à la SOFICO qui existent dans notre Région. Bref, comment expliquer ce changement d'attitude et mettre en oeuvre la SOFICO ? Comment justifier l'utilisation de celle-ci pour l'entretien ?

- M. Christophe Collignon, Commissaire, prend place au fauteuil présidentiel à 15 heures 15 minutes.

M. Dimitri Fourny (cdH). – *Je souhaiterais me joindre à l'interpellation. Le financement alternatif peut se révéler être une excellente solution. Pourriez-vous nous dire, Monsieur le Ministre, si la technique que vous souhaitez reprendre est bien celle de la réhabilitation ? Si on a pu procéder de la même façon dans le Hainaut et le Liégeois, je pense que votre raisonnement tient la route et que le projet doit être prioritaire. Par ailleurs, je ne pense pas que la SOFICO puisse servir à l'entretien des routes régionales. Confirmez-vous que la stratégie que vous avancez par rapport au paiement alternatif vise bien la réhabilitation ? Et, si oui, pourriez-vous en préciser les axes ?*

M. Michel Daerden, Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement. – *Je tiens à vous remercier de me permettre de réintervenir sur ce thème. En préparant les réponses de ces interpellations, j'ai avoué à mes collaborateurs spécialisés que j'avais été particulièrement interpellé par le débat que nous avons eu en séance plénière. À la suite de celui-ci, j'ai tenté de faire évoluer ma pensée. On ne peut nier la pertinence des propos de M. Kubla. On ne peut pas non plus nier l'importance des deux grands chaînons manquants du réseau européen, même si ceux-ci représentent des sommes colossales pour l'avenir. Mais est-il logique d'investir de telles sommes tout en laissant se dégrader une partie du réseau ? Le débat est intéressant. Je pense qu'il ne faut pas dramatiser la situation. Nos routes régionales connaissent un indice de satisfaction de 74 % et l'indice du « grand gabarit » s'élève, lui, à 87 %. En vous rappelant ces chiffres, j'accepte tout à fait le fait que les routes restantes (26 % et 13 %) sont tout à fait insatisfaisantes. Une opération d'envergure est donc*

nécessaire. J'ai appelé mon administration et lui ai annoncé que je voulais qu'on procède à une opération en faveur de la rénovation du réseau routier. Le budget ordinaire et la vignette étant insuffisants, l'objectif ne peut être atteint que par un budget alternatif. J'ai alors évoqué la possibilité d'avoir recours à la SOFICO. Il s'agit seulement d'une piste dont j'ai demandé une analyse poussée, tout en étant conscient que, dans l'état actuel des textes, cette société financière est uniquement dédiée à la réalisation des tronçons manquants du réseau européen. Une modification du décret est donc primordiale. Que les choses soient claires : le recours à la SOFICO ne doit se faire que pour de l'entretien extraordinaire, c'est-à-dire de la réhabilitation à même dimension (si nous changeons la dimension, nous entrons dans de l'investissement nouveau). Cette opération devrait s'étendre entre dix et quinze ans. J'ai par ailleurs demandé au Secrétariat général du MET de hiérarchiser, après inventaire précis, les différents tronçons à réhabiliter. Il est clair qu'à un moment donné, il faut toujours payer, mais il est également évident que, avec une vingtaine de millions d'euros annuels sur dix ou quinze ans, cela aiderait le financement du projet.

M. Serge Kubla (MR). – *C'est une volte-face que vous assurez aujourd'hui devant nous. Elle est loin d'être accomplie définitivement. Nous sommes devant un début de piste. Un débat parlementaire sera nécessaire. Il s'agit presque d'une restructuration, mais je me demande si une seule opération sera suffisante pour que nous soyons « tranquilles ». Nous avons besoin d'une vue claire de la durabilité de cette rénovation. Quant aux débudgétisations, je pense que nous nous y habituons trop. Il serait bon que nous portions un regard objectif sur la totalité des montants impliqués dans ce type de procédé, que nous examinions d'un peu plus près les montants, les statuts et l'endettement complet que cela représente. Il faudra effectivement payer un jour.*

M. Michel Daerden, Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement. – *Vous me placez devant la quadrature du cercle. Nous avons constaté ensemble*

qu'il y avait un manque et qu'il était impossible d'y remédier en termes budgétaires classiques !

M. Serge Kubla (MR). – *Je ne suis pas d'accord avec vous. Avec une Majorité, vous avez la responsabilité de gérer la Wallonie. Vous avez préféré créer l'Agence de stimulation économique et d'y consacrer d'importants budgets. C'est votre choix.*

M. Dimitri Fourny (cdH). – *La technique avancée est intelligente et devrait permettre d'entretenir les routes. Je plaide pour une étude complète dans les meilleurs délais.*

Parlement Wallon – Commission du Budget – Lundi 28 janvier 2008